AW

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 43.561/2
DU 19 SEPTEMBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 23 août 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'avis n/ 24/2007 du 4 juillet 2007 de la Commission de la Protection de la vie privée, parce qu'il complète le rapport au Roi concernant les aspects de la protection de la vie privée qui doivent et ont été pris en compte, mériterait d'être publié au Moniteur belge en même temps que l'arrêté royal en projet.

2. Dans cet avis, la Commission de la protection de la vie privée précise :

> "9. L'article 19, § 2 de la loi du 25 mars 2003 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques stipule que les arrêté royaux autorisant l'accès aux données du Registre national ou la communication des information de ce Registre restent d'application.

10. Un certain nombre de ces arrêtés autorisaient alors purement et simplement l'accès à ou la communication de toutes les données visées à l'article 3, premier alinéa de la LRN. La Commission estime que ces autorisations d'accès ou de communication ne concernent que les données qui étaient mentionnées à l'article 3, premier alinéa de la LRN au moment de l'octroi de l'autorisation. En effet, le Roi n'a pas pu vouloir donner l'accès ou la communication à des données non énumérées au moment de l'octroi de l'autorisation.

11. Les autorités souhaitant accèder à ou se voir communiquer des données ajoutées à l'article 3, premier alinéa de la LRN après y avoir été autorisées par arrêté royal ou par une délibération de la Commission leur octroyant cette faculté doivent introduire une nouvelle demande auprès du Comité sectoriel du Registre national. Ce comité vérifiera alors, à la lumière des finalités pour lesquelles l'autorisation a été octroyée, si l'accès à ou la communication de ces nouvelles données satisfait aux exigences de l'article 4, § 1 de la LVP".

En d'autres termes, l'autorisation d'accès obtenue par une autorité avant que n'entre en vigueur le projet d'arrêté royal à l'examen ne concerne que l'accès aux données prévues, au moment où cette autorisation a été octroyée, par l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. Cette autorisation ne peut donc, sans nouvelle procédure de demande d'accès, être étendue aux informations que mentionne le projet d'arrêté royal à l'examen. Il conviendrait que le rapport au Roi le précise clairement.

3. Parmi les types d'information associés visés par le projet d'arrêté royal, figurent "les informations spéciales en rapport avec la situation de séjour des étrangers".

Invité à préciser le contenu de ce type d'information, plus que ne le fait le rapport au Roi, le fonctionnaire délégué a transmis au Conseil d'État les explications suivantes :

"Au niveau de la réglementation sur la tenue des registres de la population, cette information est définie très brièvement sous le chapitre III, CHAPITRE III. - «MODELES DE DOCUMENTS ET DE FORMULAIRES UTILISES POUR L'ENREGISTREMENT DE LA POPULATION». numéro 55, § 3 des Instructions générales concernant la tenue des registres de population, (version coordonnée du 27 avril 2007 publiée sur le site web du registre national : http://registrenational.fgov.be) comme une information spéciale pour étrangers (par exemple le numéro du dossier communal).

Les instructions Registre national pour la tenue des informations précisent le contenu et la structure d'enregistrement de cette information (...).

Peuvent être repris sous ce type d'information, des informations complémentaires relatives aux étrangers.

Cette information comprend la date propre à l'information et à son contenu.

En effet, le contenu de l'information n'est à l'heure actuelle pas structuré. La commune peut enregistrer après la date un commentaire qui peut comprendre des lettres et/ ou des chiffres (c'est ce qu'on entend par zone alphanumérique). La longueur maximum de ce commentaire est de 40 caractères maximum (lettres et/ou chiffres) (...).

Quelques exemples au niveau du contenu que peut avoir cette information :

- un étranger ne peut plus rester en Belgique après la fin de ses études. Cette personne a été inscrite le 1er septembre 2000 et aura normalement achevé ses études en juin 2004. La commune peut enregistrer sous ce type d'information le contenu suivant : la date d'inscription (01092000) suivi du commentaire :Pas de prorogation après études : 01072004;

- le numéro du dossier communal attribué à la personne concernée;

- en cas d'expulsion d'un étranger du pays sans précision du lieu de destination, la mention de l'expulsion est enregistrée sous le type d'information 202;

- d'autres informations complémentaires relatives à la situation de séjour des étrangers peuvent être enregistrées sous ce type d'information.

Dans l'état actuel de la réglementation et de la programmation, l'information 202 est considérée comme une information communale. Lors d'un changement de commune de résidence , l'information 202 est supprimée automatiquement.

Il est envisagé, suite à une demande de l'Office des étrangers, d'ajouter à la structure d'enregistrement existante, ,la possibilité d'effectuer un enregistrement structuré de ce type d'information pour permettre d'y enregistrer le motif de séjour des étrangers. Les adaptations à apporter aux programmes d'application du Registre national pour permettre cette structuration doivent encore être réalisées."

La détermination des informations qui seront enregistrées ne peut pas être abandonnée à la discrétion des autorités communales. Ces informations doivent figurer dans le texte même de l'arrêté.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 2

Il y a lieu de préciser que l'arrêté en projet trouve son fondement légal dans l'article 3, alinéa 1er, 14/, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Alinéa 3

La loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet. La référence à cette loi pourrait faire l'objet d'un considérant.

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.561/2
VAN 19 SEPTEMBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 augustus 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het zou goed zijn dat advies nr. 24/2007 van 4 juli 2007 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer samen met het ontworpen koninklijk besluit in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt, aangezien het het verslag aan de Koning aanvult met betrekking tot de aspecten van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer waarmee rekening moet worden gehouden en rekening is gehouden.

2. In dat advies stelt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer het volgende :

> "9. Artikel 19, § 2, van de wet van 25 maart 2003 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, bepaalt dat de Koninklijke besluiten waarbij toegang tot of mededeling van de informatiegegevens van het Rijksregister werd verleend, van kracht blijven.
>
> 10. Een aantal van deze besluiten verleende destijds zonder meer toegang tot of mededeling van alle gegevens, bedoeld bij artikel 3, eerste lid, WRR. De Commissie is van oordeel [dat] de verleende machtiging tot toegang of mededeling uitsluitend betrekking heeft op de gegevens die op het ogenblik van de machtiging in artikel 3, eerste lid, WRR werden vermeld. Inderdaad, de Koning kan niet de bedoeling gehad hebben om toegang tot of mededeling van een gegeven te verlenen dat niet voorkwam in de opsomming op het ogenblik van de machtiging.
>
> 11. De overheden die toegang wensen tot of mededeling wensen te verkrijgen van de gegevens die werden toegevoegd aan artikel 3, 1ste lid, WRR, nadat zij bij koninklijk besluit of via een beraadslaging van de Commissie werden gemachtigd, zullen dus een nieuwe aanvraag moeten indienen bij het Sectoraal comité voor het Rijksregister. Dit comité zal dan, in het licht de doeleinden waarvoor de machtiging werd verleend, nagaan of een toegang tot of mededeling van deze nieuwe gegevens voldoet aan de vereisten van artikel 4, § 1, WVP."

Met andere woorden, de machtiging tot toegang die een overheid heeft verkregen voordat het voorliggende koninklijk besluit in werking treedt, slaat alleen op de toegang tot de gegevens waarin het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen voorzag op het tijdstip waarop die machtiging is verleend. Die machtiging mag dus niet uitgebreid worden tot de informatiegegevens waarop het voorliggende koninklijk

besluit betrekking heeft, zonder een nieuwe procedure waarbij toegang daartoe wordt aangevraagd. Dat behoort duidelijk gepreciseerd te worden in het verslag aan de Koning.

3. Tot de informatietypes die verbonden zijn met de informatiegegevens bedoeld in het ontwerp van koninklijk besluit, behoren "de bijzondere informatiegegevens met betrekking tot de verblijfstoestand van vreemdelingen".

Op het verzoek om over de inhoud van dat informatietype meer uitleg te verschaffen dan gegeven wordt in het verslag aan de Koning, heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende toelichting verstrekt aan de Raad van State :

> "Au niveau de la réglementation sur la tenue des registres de la population, cette information est définie très brièvement sous le chapitre III, CHAPITRE III. - «MODELES DE DOCUMENTS ET DE FORMULAIRES UTILISES POUR L'ENREGISTREMENT DE LA POPULATION». numéro 55, § 3 des Instructions générales concernant la tenue des registres de population, (version coordonnée du 27 avril 2007 publiée sur le site web du registre national : http://registrenational.fgov.be) comme une information spéciale pour étrangers (par exemple le numéro du dossier communal).
>
> Les instructions Registre national pour la tenue des informations précisent le contenu et la structure d'enregistrement de cette information (...).
>
> Peuvent être repris sous ce type d'information, des informations complémentaires relatives aux étrangers.
>
> Cette information comprend la date propre à l'information et à son contenu.
>
> En effet, le contenu de l'information n'est à l'heure actuelle pas structuré. La commune peut enregistrer après la date un commentaire qui peut comprendre des lettres et/ ou des chiffres (c'est ce qu'on entend par zone alphanumérique). La longueur maximum de ce commentaire est de 40 caractères maximum (lettres et/ou chiffres) (...).
>
> Quelques exemples au niveau du contenu que peut avoir cette information :
>
> - un étranger ne peut plus rester en Belgique après la fin de ses études. Cette personne a été inscrite le 1er septembre 2000 et aura normalement achevé ses études en juin 2004. La commune peut enregistrer sous ce type d'information le contenu suivant : la date d'inscription (01092000) suivi du commentaire : Pas de prorogation après études : 01072004;
>
> - le numéro du dossier communal attribué à la personne concernée;
>
> - en cas d'expulsion d'un étranger du pays sans précision du lieu de destination, la mention de l'expulsion est enregistrée sous le type d'information 202;

.../...

- d'autres informations complémentaires relatives à la situation de séjour des étrangers peuvent être enregistrées sous ce type d'information.

Dans l'état actuel de la réglementation et de la programmation, l'information 202 est considérée comme une information communale. Lors d'un changement de commune de résidence , l'information 202 est supprimée automatiquement.

Il est envisagé, suite à une demande de l'Office des étrangers, d'ajouter à la structure d'enregistrement existante, ,la possibilité d'effectuer un enregistrement structuré de ce type d'information pour permettre d'y enregistrer le motif de séjour des étrangers. Les adaptations à apporter aux programmes d'application du Registre national pour permettre cette structuration doivent encore être réalisées."

Het bepalen van de informatiegegevens die opgetekend worden, mag niet worden overgelaten aan de vrije beoordeling van de gemeentelijke overheden.Die informatiegegevens moeten in de tekst zelf van het besluit voorkomen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Tweede lid

Er moet gepreciseerd worden dat het ontworpen besluit zijn rechtsgrond ontleent aan artikel 3, eerste lid, 14/, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Derde lid

De wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen levert geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. Naar die wet zou kunnen worden verwezen in een overweging.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS